

ZHAI JUN

Luttons ensemble contre le changement climatique

Au cours de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21), Paris attire les regards du monde entier. Nous attendons que des décisions importantes soient prises sur le régime climatique post-2020 pour ouvrir la voie à un développement vert, bas carbone et durable dans le monde.

Fidèle à ses engagements et à sa responsabilité, la Chine, le plus grand pays en développement, a pris une part active dans l'action mondiale contre les changements climatiques. Elle a décidé de s'y engager encore davantage. Ce choix stratégique, mûrement réfléchi, est justifié par deux raisons fondamentales : D'abord, la lutte contre les changements climatiques, comme la multiplication des événements météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles, font peser une menace réelle sur l'agriculture, l'élevage, les forêts, les régions littorales et les zones écologiquement fragiles. La Chine, en raison de la fragilité de ses écosystèmes, y est particulièrement vulnérable. Les changements climatiques sont pour elle un enjeu non seulement environnemental, mais aussi socio-économique. Deuxièmement, la lutte contre les changements climatiques est une opportunité. Malgré sa taille démographique et sa

base économique très faible, la Chine s'est industrialisée en quelques trois décennies alors que la plupart des pays développés avaient mis deux cents ans pour achever le processus d'industrialisation. Elle a réalisé des progrès remarquables dans la réduction de la pauvreté et le développement. Mais une croissance extensive, centrée sur la quantité et la vitesse, a fait peser une pression croissante sur l'environnement. L'heure est venue pour la Chine d'adapter sa structure économique, son mix énergétique et son mode de production et de consommation aux exigences d'une croissance de qualité et d'efficacité. Le gouvernement chinois considère la lutte contre les changements climatiques non pas comme une obligation imposée de l'extérieur, mais comme une opportunité pour réaliser cette transition. Et il bénéficie, pour cela, d'un véritable « consensus vert » de tous les milieux de la société, grâce à une prise de conscience générale de la population. Ces dernières années, la Chine a accru considérablement ses efforts de lutte contre les changements climatiques, et les résultats sont palpables. La Chine est le pays qui économise le plus d'énergies et qui consomme le plus d'énergies renouvelables dans le monde, sa production d'électricité hydraulique et éolienne la place au premier rang mondial. Elle s'est engagée à atteindre le pic des émissions de CO2 autour de 2030 et à intensifier sans cesse ses efforts en la matière. En 2014, son intensité énergétique et son émission de CO2 par unité de



PIB ont baissé respectivement de 30% et de 33,8%. Durant les 7 dernières années, le volume de bois sur pied de la forêt chinoise a augmenté de 2,2 milliards de m3, dépassant largement son engagement de 1,3 milliard de m3. Mais force est de constater que la Chine reste un pays en développement. Elle est la deuxième économie du monde, certes, mais avec une population qui est 2,6 fois celle de l'Union européenne, son PIB par tête d'habitant ne représente qu'un sixième de celui de la France. Le développement reste la priorité numéro un pour la Chine. Actuellement, la reprise économique mondiale reste faible, la croissance chinoise connaît aussi un ralentissement. Bien que confrontée à de multiples défis comme le développement, la réduction

de la pauvreté et la création d'emplois, le gouvernement chinois reste déterminé dans sa lutte contre les changements climatiques et veut faire du « développement vert » l'un des axes forts de son futur plan quinquennal. Sur le plan international, la Chine assume toutes ses obligations conformément aux principes de « responsabilités communes mais différenciées », d'équité et de capacités respectives. Elle s'efforce de jouer, dans la mesure de ses moyens, un rôle plus actif dans la coopération internationale contre les changements climatiques. Elle a notamment annoncé la mise en place d'un Fonds de coopération Sud-Sud sur le climat, auquel elle apportera 20 milliards de yuans RMB, pour aider les pays en développement, notamment les petits pays insulaires, les pays les moins avancés et les pays africains, à faire face aux changements climatiques. Nous espérons que les pays développés pourront aussi remplir dûment leurs devoirs, en honorant leur promesse d'apporter 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 et en transférant aux pays en développement des « technologies respectueuses du climat ». La Chine œuvre aussi à l'établissement d'un système de gouvernance mondiale en matière de climat, marqué par l'équité, la coopération et le gagnant-gagnant. S'opposant au jeu à somme nulle entre des puissances ou des groupes de pays, elle a toujours cherché à trouver le plus grand dénominateur commun et des possibilités de coopération entre les acteurs différents. Elle a publié des déclara-

tions communes sur le climat avec de nombreux pays et organisations dont les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Inde et le Brésil, insufflant une grande dynamique à la coopération internationale contre les changements climatiques. La Chine accorde, à ce sujet, une importance particulière aux concertations et à la coopération avec la France, qu'elle considère comme un partenaire et interlocuteur majeur. C'est, en effet, au cours de la visite du Premier Ministre Li Keqiang en France que le gouvernement chinois a soumis aux Nations Unies sa contribution nationale. En octobre dernier, lors de la visite en Chine du Président Hollande, le Président Xi Jinping a publié avec lui une Déclaration commune sur le climat. Nous souhaitons que la Conférence de Paris réussisse à trouver une nouvelle voie de croissance pour le monde et une solution permettant de concilier les intérêts de long terme de la planète et les préoccupations nationales légitimes. La Chine continuera à travailler ensemble avec les autres pays pour faire aboutir cette conférence à un accord général, équilibré et fort. Et elle est prête à renforcer son partenariat avec la France sous différentes formes, comme par exemple le partage des meilleurs pratiques, des projets de R&D conjoints et des investissements communs sur le marché international, pour apporter une plus grande contribution au développement durable dans le monde.

L'auteur est l'Ambassadeur de Chine en France.

Active sur le climat, la Chine peut favoriser un accord à Paris



FU JING
REPORTER'S
LOG

Ily a six ans, j'ai couvert l'échec du sommet des Nations unies sur le climat à Copenhague et j'ai été un témoin direct de la façon dont l'image de la Chine est sortie ternie, bien qu'elle ait déployé des efforts constants pour parvenir à un accord mondial. Alors que les différents pays s'apprennent à s'entendre à Paris sur la réduction des gaz à effets de serre, il convient de faire le point sur les mesures prises par la Chine au cours des années intermédiaires pour s'y préparer. Les six dernières années ayant vu une prise de conscience écologique croissante, des dispositions institutionnelles améliorées, des engagements plus forts en faveur des énergies à faible intensité de carbone et une meilleure coopération avec les autres pays, la Chine sera en meilleure position pour contribuer à la réalisation d'un accord à Paris. Depuis la fin des années 1970 jusqu'à une époque récente, sa stratégie consistait à faire du développement un « principe inaliénable ». Il en est résulté des décennies de croissance économique vigoureuse au prix d'une grave pollution de l'environnement et de gaspillage énergétique. Depuis 2012, le mouvement tendant à s'éloigner de cette stratégie s'est accéléré. Le pouvoir met en avant la

notion selon laquelle une civilisation écologique et les efforts visant à faire de la Chine un beau pays jouent un rôle important dans le renouveau de la nation. Cette notion a commencé à guider les activités économiques. Pour passer des idées aux actes, la Chine se multiplie pour mettre en place un cadre juridique susceptible de renforcer la protection environnementale.

La Chine a promis de diminuer, d'ici à 2030, ses émissions de carbone par unité de PIB (produit intérieur brut) dans une proportion de 60 à 65% par rapport au niveau de 2005.

Il est particulièrement encourageant que la Chine se soit engagée à plafonner ses émissions de carbone à l'horizon 2030 en améliorant son efficacité énergétique, puis de 20% avant 2030. Le pays a également promis de diminuer, d'ici à 2030, ses émissions de carbone par unité de PIB dans une proportion de 60 à 65% par rapport au niveau de 2005. Il a par ailleurs intensifié ses efforts visant à mettre en place un mécanisme national de plafonnement et d'échange de droits d'émissions avant 2017, et un

système d'échange d'émissions de carbone fait d'ores et déjà l'objet d'une expérience pilote dans certaines régions. Alimentée en grande partie au charbon depuis des années, la Chine a vu sa consommation de charbon baisser pour la première fois l'an dernier, essentiellement en raison d'une meilleure efficacité énergétique et d'une restructuration économique. Depuis l'an dernier, le président chinois Xi Jinping et son homologue américain Barack Obama ont exprimé à deux reprises leur intention de faire de Paris un succès. La Chine et l'Union européenne ont également annoncé en juin des engagements et des initiatives à mener en commun. Entre-temps, la Chine a déployé une activité accrue pour ce qui est de la coopération Sud-Sud et elle coordonne par ailleurs son action concernant le changement climatique avec les autres pays partenaires des BRICS, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Au total, les mesures prises sur le changement climatique ont été un dédicé entraînant une amélioration du cadre institutionnel et juridique, une transformation du mode de développement et des changements du mode de vie, ainsi qu'une chance pour le pays d'afficher sa volonté grandissante d'être un acteur mondial responsable. La Chine est donc parfaitement préparée pour veiller, avec d'autres acteurs, à ce que le résultat final de Paris soit plus fructueux que celui de Copenhague.

Séjour à Jin Jiang Hôtel, une expérience agréable!

Jin Jiang Hôtel International est la première marque d'hôtel de Chine. La société possède et gère plus de 1760 hôtels dans plus de 310 villes à travers la Chine. La société est située dans la 9e plus grande chaîne hôtelière à l'échelle mondiale et continue à prospérer.

Pour réserver une chambre, appeler SVP le numéro de réservation gratuitement: 800 819 5677, 400 670 5677 ou visiter le site d'internet officiel de la société: www.jinjianghotels.com

Jin Jiang International Hotels
锦江国际酒店

Le pouvoir met en avant la



Au secours des récifs pour préserver les écosystèmes marins

Des ouvriers d'une pêcherie locale ramassent des poissons dans leurs filets au large de la côte du Shandong. PHOTOS PAR PENG YINING / CHINA DAILY

La Chine s'inspire des méthodes européennes pour protéger son milieu marin et reconstituer ses réserves halieutiques. Reportage de Peng Yining.

La mer permettait à Sun Xianli de bien gagner sa vie, mais en 2012, à la suite d'une mauvaise récolte de moules dans son exploitation au large de la côte Est de la Chine, il a perdu sa principale source de revenus. « L'eau était immonde. La disparition des récifs a entraîné celle d'autres espèces », dit le quinquagénaire, touché parmi bien d'autres par l'appauvrissement des récifs coralliens dans le monde entier. Des données rendues publiques lors du Symposium international sur les récifs coralliens de 2012, il ressort que les scientifiques s'accordent à reconnaître que le milieu marin subit les effets néfastes du changement climatique, et que la plupart sont convaincus de l'incapacité potentielle des récifs à s'adapter et à se régénérer compte tenu du rythme du changement. Pour venir en aide aux exploitants chinois, des récifs artificiels ont été construits le long du vaste littoral du pays en vue de restaurer l'écosystème marin et reconstituer les réserves halieutiques.

En 2013, Sun a utilisé des fonds fournis par la municipalité de Rizhao pour immerger des blocs de béton dans les eaux peu profondes du rivage. « Les autorités [...] m'ont dit que ces blocs allaient devenir un second foyer pour les poissons et réparer les dommages subis par l'environnement. C'est mon seul espoir », explique-t-il. Les récifs coralliens, qui constituent environ 0,5% du fond océanique, sont des structures complexes qui se sont développées sur des milliers d'années à partir de dépôts de carbonate de calcium. On les appelle souvent « les forêts tropicales de la mer ». Largement employés en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, les récifs artificiels ont été adoptés en Chine dans les années 1980, bien que le pays n'en ait commencé la construction à grande échelle qu'au cours des dernières années. La dégradation du milieu subaquatique a provoqué l'utilisation de ces structures pour favoriser la vie marine et la pêche. « Les poissons se regroupent autour des récifs. En 2008, nous avons fait des prises d'une valeur de 300 000 yuans (43 800 euros) près d'une épave; c'est pourquoi je pense que notre récif artificiel va attirer beaucoup de poissons », affirme Sun. La ville de Rizhao a réalisé six gros récifs artificiels faits de blocs de béton, de tubes et de rochers. Le plus gros couvre 98 hectares. Les récifs artificiels ont d'abord été utilisés au Japon pour stimuler l'agriculture marine après la Seconde Guerre mondiale, bien qu'une pratique semblable ait été employée à petite échelle dans plusieurs parties de la Chine pendant la dynastie Ming (1368-1644). Dans les années 1980, les provinces du Shandong et du Guangdong avaient lancé des projets pilotes de récifs, mais l'insuffisance des investissements n'avait pas permis de les exploiter autrement qu'à une échelle trop modeste pour qu'ils soient rentables ou utiles à l'industrie locale de la pêche. « Aujourd'hui, les récifs artificiels se sont répandus tout le long du littoral », indique Zhu Jingyuo, un responsable de l'administration océanique et halieutique de Rizhao. « Ils jouent un rôle important dans le renouvellement de l'environnement subaquatique



Des employés pêcheurs de fruits de mer sortent des crabes de l'eau.

“ Si nous ne commençons pas à construire plus de récifs dès maintenant, il sera bientôt trop tard. Nous ne nous contentons pas de construire des récifs, nous élevons aussi et relâchons des alevins divers. ”

Lin Shaozhen

EN POSTE A L'INSTITUT ZHEJIANG DE RECHERCHE EN CULTURE MARINE

Et la reconstitution des stocks de poissons ». La fonction des récifs varie selon le lieu. Dans la Chine du sud, ils servent essentiellement à favoriser la préservation environnementale, alors que dans le nord, ils sont utilisés pour cultiver des concombres de mer et des ormeaux, deux spécialités gastronomiques chinoises. Les 18 000 kilomètres de littoral du pays et ses vastes étendues aquatiques sont autant d'avantagés pour la formation de récifs artificiels. En 2013, l'île de Dongtou située dans la province orientale du Zhejiang, a affecté 230 millions de yuans à la construction du plus gros récif artificiel de Chine – 90 000 mètres cubes de blocs de béton sur 150 hectares.

« Si nous ne commençons pas à construire plus de récifs dès maintenant, il sera bientôt trop tard », estime Lin Shaozhen, en poste à l'Institut Zhejiang de recherche en culture marine. Selon l'administration océanique nationale, les ressources halieutiques de la Chine ont diminué à un rythme rapide au cours des dernières décennies, notamment le sabre et le gros tambour jaune. Certaines espèces ont disparu. « Nous ne nous contentons pas de construire des récifs, nous élevons aussi et relâchons des alevins divers », explique Lin au cours de la visite d'une structure en forme de serre abritant des piscines pleines de gros tambours jaunes âgés de 40 jours. Pour elle, le récif constituerait un habitat sauvage pour les alevins dont la nourriture serait ainsi entièrement naturelle et non altérée par des déchets alimentaires humains. Elle ajoute toutefois la mise en garde suivante : les récifs artificiels doivent être réglementés pour faire en sorte qu'ils soient efficaces et respectueux de l'environnement, leur lieu d'implantation et leurs normes devant être minutieusement évalués pour éviter toute atteinte à la fragilité de l'écosystème marin. Les récifs artificiels se généralisent en Europe depuis les 40 dernières années. La plupart sont localisés dans la Méditerranée mais le nord du continent s'y intéresse de plus en plus. « Plusieurs types de modules de production et de protection ont été essayés », indique Lin. « L'enseignement que nous pouvons en tirer, c'est que la restauration du milieu marin exige une approche systématique qui porte notamment sur le contrôle de la pollution, la prévention de la surpêche et la préservation de l'avenir des populations côtières ».

Face au changement climatique, une éducation expérimentale et sur mesure

Par Zhang Chunyan et Daniel Assab

Il convient de donner aux enfants une « éducation verte » pour les instruire sur le changement climatique et sur la nécessité de réduire les émissions de carbone dans la vie quotidienne, estiment les experts. « Nos enfants et nos petits-enfants vont subir le véritable impact du dérèglement climatique. Il est vital de les informer », affirme Kenny Webster, responsable de la pédagogie au London Science Museum. « Il est aussi très probable que ce sont nos enfants qui trouveront les solutions permettant de vivre avec les effets de ce phénomène ou de les inverser ».

La protection de l'environnement fait déjà partie des programmes scolaires en Chine, mais les experts estiment qu'il faudra aller plus loin pour faire participer pleinement les élèves. Yi Yong, qui travaille pour le World Wide Fund for Nature, la première organisation internationale de préservation invitée à travailler dans le pays, recommande d'adapter sur mesure le contenu de l'enseignement selon les différents groupes d'âge.

« Dans les écoles maternelles et primaires, l'éducation écologique peut se résumer à l'observation de la nature. Plus tard, on peut passer à la réflexion analytique », explique-t-il. « Nous devrions mettre l'accent sur l'enseignement en dehors de la classe plutôt que se limiter aux méthodes conventionnelles. L'éducation écologique doit être interactive, heuristique et exploratoire. Elle doit aussi concerner les élèves dans leur vie ». Le London Science Museum présente toute une série d'expositions sur la climatologie et le développement durable, sujet qui sera l'un de ses thèmes stratégiques pour les dix prochaines années. Le musée fournit également des programmes pédagogiques sur la climatologie. Néanmoins, Kenny Webster estime qu'il faut en faire plus au niveau du quotidien : « actuellement, de nombreuses personnes ne réagissent pas activement à la notion de changement climatique parce que cela oblige les gens à faire des choses qu'ils ne veulent pas faire, telles que changer leur comportement ». Julie Brown, directrice des services éducatifs de Practical Action, une association caritative britannique consacrée au développement international, indique que son organisation adapte des expériences scientifiques figurant déjà dans les programmes nationaux, à l'enseignement destiné aux enfants en matière de changement climatique. Une démarche qu'elle a trouvée particulièrement séduisante consiste à demander aux élèves de résoudre des problèmes spécifiques que le changement climatique aggrave dans le monde en développement, dont un exemple serait de construire pour les agriculteurs du Bangladesh une maison modèle capable de résister aux inondations. Les experts soulignent qu'en matière de changement climatique, il est nécessaire d'éduquer les enfants dans le monde entier à l'aide de programmes scientifiques scolaires et de plateformes éducatives en tous genres. Pour David Bull, directeur de l'UNICEF pour le Royaume-Uni, échouer dans la lutte contre le changement climatique reviendrait à « échouer dans la protection des enfants ».



Des enfants à Hangzhou participent à une activité de conscience environnementale pour connaître les dangers des émissions de gaz à effet de serre. POUR CHINA DAILY